

# École pour touTEs: Qui paye les frais ?

If you think education is expensive, try ignorance  
*Derek Bok*

DE MARTINO COMELLI ET LILITH BERNASCONI

*Higher education matters.* L'enseignement supérieur n'est désormais plus un luxe pour les élites comme il l'était jadis. Aujourd'hui il est au contraire essentiel pour le développement économique et civil des sociétés. A la fin de l'année 2009, les Académies suisses des sciences ont publié un livre blanc intitulé *Une éducation pour la Suisse du futur*<sup>1</sup>: dans ce rapport, les experts soulignent que les pays dépourvus de ressources naturelles, tels que la Suisse, trouvent leur richesse principale dans le savoir et l'éducation. Suite à cela, pour ces pays, les politiques de formation ont une importance stratégique fondamentale. La rhétorique vague et fumeuse avec laquelle on approche ces arguments, fait souvent référence à la notion de capital humain afin d'expliquer les enjeux liés à ces problématiques. Ce terme étant difficile à comprendre pour des « profanes », il nous faut clarifier ce que nous entendons lorsque nous parlons de ce concept. Un rapport de l'Université de Londres<sup>2</sup> daté 2001, a tenté de quantifier et de préciser l'utilité pratique de l'enseignement universitaire. Ce document, divisé en six parties, trace un portrait assez précis de la situation. De plus, cette recherche nous apprend qu'unE diplôméE:

- a plus de chances de trouver un emploi stable,
- a plus de capacités à s'adapter aux changements technologiques et



- qu'il-elle est plus souple dans l'apprentissage,
- est en général plus sainE, en étant plus sensibiliséE et attentif-ve a son état de santé,
- a moins de problèmes et préoccupations dans l'éducation des enfantEs (parenting),
- est unE citoyenNE plus conscientE, qui vote plus souvent que les moins instruitEs et qui est bien informéE sur l'actualité politique. De plus, il-elle se laisse facilement attirer et s'engage dans des activités bénévoles de sa communauté,
- a, finalement, nettement moins d'attitudes racistes ainsi qu'une attitude très positive envers l'égalité des genres.

Ces éléments constituent aussi la base du capital humain. Une société douée de capital humain est plus riche, plus dynamique et plus tolérante. Pour cela, les Académies suisses des sciences, dans leur rapport, envisagent d'accroître d'ici à 2030 le taux de di-

plômés. Bien que ces objectifs soient partageables, il y a deux obstacles : le premier est représenté par les coûts de l'éducation qui augmenteront de plus en plus; le deuxième est lié au discours sur les inégalités qui persistent à tous les niveaux de formation.

## Qui paie ?

Comme nous l'avons vu, les avantages de l'éducation ont une dimension individuelle et une dimension sociale. Les sociétés contemporaines, pour survivre dans un monde globalisé, doivent être mieux instruites, tant en termes qualitatifs qu'en termes quantitatifs.

Mais qui est censé payer les frais de l'instruction? En gros, le dilemme est le suivant: le coût, va-t-il reposer sur les épaules de l'élève et de sa famille ou va-t-il être distribué par la société entière?

Le premier scénario, dans lequel les coûts sont individualisés, n'est pas le moyen le plus efficace pour atteindre l'objectif proposé par les Académies

1 Académies suisses des sciences, 2009, *Une éducation pour la Suisse du futur*, [http://www.academies-suisse.ch/downloads/ZukunftBildungSchweiz\\_franz\\_def.pdf](http://www.academies-suisse.ch/downloads/ZukunftBildungSchweiz_franz_def.pdf)

2 Bynner John and Egerton Muriel, 2001, *The wider benefits of higher education*, [http://www.hefce.ac.uk/pubs/hefce/2001/01\\_46.htm](http://www.hefce.ac.uk/pubs/hefce/2001/01_46.htm)

Suisses. Dans ce cas, les coûts seraient tellement lourds que seulement une petite élite de familles pourrait se permettre des études supérieures. Les autres, à savoir les familles de classes moyennes et des couches les plus faibles, se retrouveraient alors contraints à s'endetter pour financer leurs études, un simple travail à temps partiel n'étant pas assez lucratif. Cette dynamique est présente principalement aux États-Unis, mais l'Europe est en train de suivre l'exemple nord-américain.

L'étude de Burdman<sup>3</sup> a montré que le recours au crédit a l'effet de dissuader les élèves les plus défavorisés de poursuivre leur carrière académique. D'autre part, en sachant qu'ils-elles devront rembourser la dette accumulée, les étudiantEs seront poussés vers des filières professionnalisantes. Ces dynamiques vont donc à l'encontre de leur liberté de choix, en produisant un appauvrissement de la connaissance, surtout humaniste et littéraire.

Dans le second scénario, c'est la société qui paie. Les coûts de l'université sont répartis sur la fiscalité générale, ce qui libère les individus et les familles de cette charge et assure leur liberté de choix. Cette approche universaliste devient injuste si l'abolition générale des frais de scolarité n'est pas accompagnée par une réduction des inégalités à tous les niveaux de l'enseignement. Le cas échéant, il se produira une situation où «stupid many are being taxed to help increase the income of the clever few»<sup>4</sup> avec le risque que, l'université principalement, redevienne une institution hégémonique des classes supérieures.

### Les mêmes possibilités pour touTEs?

Afin de créer une société performante, tous ses participantEs devraient alors avoir accès à une éducation qui leur donne les compétences pour participer activement à la vie sociale et, enfin, pour construire la société. Les auteurEs du rapport des Académies postulent, d'ici au 2030, avoir résolu tous les problèmes inhé-

rents à l'égalité des chances et, plus généralement, aux enjeux liés à la justice de l'éducation.

En réalité, la question des inégalités dans le milieu de la formation, bien qu'ancienne, est loin d'être résolue. Si, au fil des années 30, ce thème avait été formulé à partir d'un idéal de justice étroitement lié à l'émergence et à la consolidation de l'État-providence, à partir des années 70, on assiste à une reformulation continue des concepts et des objectifs qui le caractérisent. Sans vouloir reparcourir tout le débat<sup>5</sup>, il nous suffit de rappeler que toutes les politiques adoptées dans les dernières années ont abouti à des résultats faibles en terme de luttes face aux inégalités et sûrement pas suffisants pour garantir à tout le monde une formation adéquate.

En Suisse, les défis majeurs en terme d'intégration dans le système de formation, sont liés à la discrimination, directe et indirecte, de certaines couches de la population, notamment les familles issues de l'immigration, celles de faible niveau socio-économique ainsi que les femmes. À ce propos, le rapport *L'égalité des chances dans le système éducatif suisse*, rédigé par le Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation<sup>6</sup> affirme que des inégalités existent à tous les niveaux du système éducatif. De plus, ils identifient quatre types de barrières qui entravent, voir empêchent, l'accès et la réussite des enfants issus des couches défavorisées dans le système scolaire. Nous avons des obstacles institutionnels, comme la sélection précoce – déjà en cinquième ou sixième année – qui détermine la filière que l'enfant devra suivre, tout en influençant sa carrière professionnelle sur le long terme. Dans ce contexte, les familles les plus démunies socio-économiquement ainsi que les familles étrangères sont les plus touchées par les effets néfastes de la sélection. Ensuite, nous avons des bar-

rières économiques, représentées par les coûts de la formation, des transports, la pénurie des bourses d'étude, etc. Les deux dernières barrières sont socioculturelles – la stigmatisation de certains élèves ou les préjugés de la part des enseignantEs – et motivationnelles. Cette dernière peut être décrite comme l'intériorisation, de la part des jeunes, de leur condition défavorisée, ce qui les pousse à ne pas se faire d'illusions quant à leur possibilités de réussite et donc à avoir une attitude de plus en plus détachée vis-à-vis de la formation.

Les conséquences de ces dynamiques deviennent alors des obstacles pour les élèves, tout au long de la formation et, bien sûr, aussi au moment de l'entrée sur le marché du travail. Pour reprendre les considérations initiales, nous pouvons conclure en remarquant que les idéaux gravitant autour de la notion de capital humain peuvent être envisageables, à condition que ces connaissances et ces savoirs soient effectivement à la portée de tout le monde. Étant donné qu'une réelle démocratisation des curricula d'étude est loin d'être acquise, l'évolution dans la société des connaissances risque de créer un décalage encore majeur entre ceux-celles qui sont en mesure d'accéder et de sélectionner critiquement les informations, et ceux-celles qui n'ont pas cette possibilité, faute de capital culturel, économique ou social. Si nous n'arrivons pas à trouver une solution pour transformer l'école – à tous les niveaux – dans un espace vraiment ouvert à touTEs, nous aurons toujours une élite ultra-compétente qui légitimera et recréera le status quo, en réitérant, bien sûr, les inégalités existantes.

Pour sortir de cette impasse, il est nécessaire que l'école devienne un espace véritablement démocratique, à l'intérieur duquel – à côté des enseignantEs traditionnelLEs – il doit y avoir un véritable encouragement à la formation d'un esprit critique, tout en promouvant la discussion et la confrontation. C'est seulement en offrant à tout le monde les mêmes possibilités que l'on pourra avoir une société vraiment formée et, pour le dire comme les experts des Académies, performante.

3 Burdman Pamela, 2005, The Student Debt Dilemma: Debt Aversion As A Barrier To College Access, <http://cshe.berkeley.edu/publications/publications.php?id=50>

4 Sturn Richard and Wohlfahrt Gerhard, 2000, Who Pays for Higher Education?, FinanzArchiv

5 Pour un synthèse: p. ex Derouet Jean-Louis, 2005, Repenser la justice en éducation, in *Éducation et société*, 16/2005/2; et pour l'égalité à l'école: p. ex Dubet François et Duru-Bellat Marie, 2004, Qu'est-ce que une école juste?, *Revue française de pédagogie*, n 146

6 Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation, L'égalité des chances dans le système éducatif suisse, <http://www.inrp.fr/vst/Rapports/DetailEtude.php?id=348>